

Référendum révocatoire : un boomerang pour l'opposition vénézuélienne ?

Image not found or type unknown

Caracas, 24 janvier (RHC) Après sa défaite du 21 novembre lors des élections régionales, l'opposition vénézuélienne revient à la recherche d'un prétendu échec de la Révolution bolivarienne, en misant sur un référendum de révocation présidentielle.

La demande, présentée par le Mouvement Vénézuélien pour la Révocation, par Tous unis pour le Référendum révocatoire et par le Comité exécutif national des confédérations, conjointement avec le Comité de la démocratie nationale en tant qu'International, semble être, à leur avis, un moyen de sortir Nicolas Maduro du pouvoir.

Alors que la question de la révocation du chef de l'État est traitée depuis 2016 par l'opposition, des experts locaux affirment que l'orientation politique du pays n'a pas été très favorable pour eux, surtout au cours des deux dernières années après les choix démocratiques électoraux et les dialogues promus par le gouvernement.

La perte de la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, puis dans les gouvernorats et les mairies lors des dites méga-élections de novembre, a remis sur la table cette option apparemment réalisable.

La révocation est un mécanisme officiellement établi à la suite de la réforme constitutionnelle de 1999, qui a fait l'objet d'un large débat au sein de l'Assemblée constituante jusqu'à son adoption avec l'inclusion de l'article 72.

Sur la base de cette légalité établie et en réponse à cela, le Conseil National Electoral (CNE) du Venezuela a décidé la semaine dernière d'accepter les demandes et a désigné 1.200 centres pour recueillir des signatures pour approuver la révocation, qui seront activés le 26 janvier prochain.

Mais ce qui semblait être un coup de maître pour renverser définitivement le gouvernement bolivarien ne semble plus aussi bon et comme c'est la règle dans les rangs d'une droite extrêmement divisée, marquée ces jours-ci par les pas en avant et en arrière.

Une simple analyse mathématique du processus montre que la demande d'un référendum révocatoire pourrait bien devenir un boomerang pour ses promoteurs.

Le délai, légal, stipulé par l'organisme de vote pour la collecte des signatures sera de 12 heures mercredi prochain, au cours desquelles l'on recueillera non seulement les signatures de la majorité de l'électorat, mais on devra aussi atteindre au moins 20 pour cent des voix des inscrits dans chaque état, autrement, la demande serait annulée.

Bien qu'il soit assez improbable que l'opposition parvienne avant tout à surmonter ses divergences et à obtenir les voix nécessaires et à entamer la révocation, alors les calculs seraient autres.

Selon les chiffres officiels, Maduro a remporté les élections de 2018 avec 6 millions 248 mille 864 voix, comme stipulé, ceux qui animent cette initiative doivent avoir le vote favorable de 20 pour cent de la liste électorale nationale actuelle.

Si le lancement du processus est approuvé, le registre établi et audité pour les élections régionales et municipales devra être utilisé, officiellement à 20 millions 929 mille 987, ce qui implique qu'ils devraient obtenir 4 millions 185 mille 997 voix.

En même temps, pour que la procédure soit valable, la législation locale prévoit qu'au moins 25 % des électeurs doivent être présents pour voter, si le nombre est inférieur à 5 millions 232 mille 496, le référendum est annulé et non valable, même si le président perd le résultat des élections.

À cela s'ajoute que si les chiffres ci-dessus sont atteints, ils devront en outre dépasser les voix qui ont été obtenues par le président lors de l'élection de 2018, comme le prévoit l'article précité.

S'ils obtenaient finalement un vote de plus que celui qu'il avait obtenu lors de son élection, il serait révoqué et une élection serait convoquée dans les 30 jours, et en vertu de l'article 233 de la Constitution, ce serait la vice-présidente, Delcy Rodríguez, qui assumerait la présidence.

Dans ce cas, il reste au gouvernement une chance de prolonger le processus et d'arriver à 2023, le chef de l'État serait révoqué, mais Rodriguez termine le mandat, ils ne réussiraient qu'à faire sortir Maduro, ils ne restent pas avec la présidence, et il n'y a pas d'élections anticipées, en accord avec des spécialistes du sujet.

Dans l'un ou l'autre de ces scénarios, l'opposition a peu de chances de gagner, et sa défaite signifierait non seulement une consolidation du soutien populaire, mais aussi une légitimation du président constitutionnel.

Sans compter que le simple fait que le Conseil Nationale Électoral a accédé aux demandes et engagé un processus participatif sur la révocation ou non du président, démontrerait une fois de plus au monde les garanties de la démocratie du processus bolivarien, contestée par certains gouvernements et manipulée par les grands médias.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/283874-referendum-revocatoire-un-boomerang-pour-lopposition-venezuelienne>



Radio Habana Cuba